
Tchavdar Marinov, *La Question Macédonienne de 1944 à nos jours. Communisme et nationalisme dans les Balkans*

Paris : L'Harmattan, 2010, 375 p.

Katerina Seraïdari



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/2358>

DOI : 10.4000/balkanologie.2358

ISSN : 1965-0582

Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Référence électronique

Katerina Seraïdari, « Tchavdar Marinov, *La Question Macédonienne de 1944 à nos jours. Communisme et nationalisme dans les Balkans* », *Balkanologie* [En ligne], Vol. XIV, n° 1-2 | 2012, mis en ligne le 26 janvier 2013, consulté le 17 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/2358> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/balkanologie.2358>

Ce document a été généré automatiquement le 17 décembre 2020.

© Tous droits réservés

Tchavdar Marinov, *La Question Macédonienne de 1944 à nos jours. Communisme et nationalisme dans les Balkans*

Paris : L'Harmattan, 2010, 375 p.

Katerina Seraïdari

RÉFÉRENCE

Tchavdar Marinov, *La Question Macédonienne de 1944 à nos jours. Communisme et nationalisme dans les Balkans*, Paris : L'Harmattan, 2010, 375 p.

- 1 Basée sur une bibliographie en français, en anglais, en allemand, en grec, en bulgare et en macédonien, ce livre examine principalement le contentieux bulgare-macédonien. De ce point de vue, son titre crée des attentes que le développement ne parvient pas à pleinement satisfaire. La question du rapport entre nationalisme et communisme n'est explicitement traitée de manière analytique qu'en conclusion (pp. 351-358), dont les dernières lignes révèlent la position de l'auteur : « le nationalisme n'est pas le dernier refuge du communisme : il est son milieu naturel, au moins après l'arrivée au pouvoir » (p. 358). Ce livre traite plutôt la question du *nation building* macédonien, mis en place en Yougoslavie titiste, mais aussi de la manière dont les Grecs, les Bulgares et la diaspora (issue des régions de l'Égée, du Vardar et du Pirin) ont contribué à cette construction identitaire.
- 2 Le texte est structuré selon un ordre chronologique, qui révèle comment l'on passe de la rhétorique panslave de l'époque stalinienne à la désignation patriotique univoque dans les années 1980. La région du Pirin, la seule partie de la Macédoine géographique appartenant depuis les Guerres balkaniques (1912-1913) à la Bulgarie, et les politiques la concernant sont examinées avec une attention particulière. Le lecteur a même

parfois l'impression qu'elle est au centre du livre. C'est la rupture entre Tito et Staline à l'été 1948 qui a conduit à la fin de l'« autonomie culturelle » du Pirin (p. 66). Dans ce cadre, les enseignants de Skopje « sont expulsés de la région, bannis comme “agents de Tito” » (p. 68). Après la mort de Staline en 1953, l'heure est au rétablissement de « rapports normaux » avec la Yougoslavie, considérée par Khrouchtchev, lors de sa visite à Tito en 1955, comme un État « se développant en direction du socialisme » (p. 76). L'arrivée de Todor Zhivkov au pouvoir en 1956 marque un tournant dans la politique bulgare et inaugure une période « de compétition propagandiste avec la Yougoslavie pour la loyauté nationale des émigrés » de Toronto à Melbourne (p. 96).

- 3 Pour montrer l'ampleur de ces politiques, Marinov examine non seulement les recensements de population en Bulgarie, mais aussi les révisions de manuels scolaires, la politisation du folklore, l'influence exercée par les médias et les institutions académiques. En 1969 commence la construction d'un monument en l'honneur des saints Cyrille et Méthode devant la Bibliothèque nationale à Sofia (p. 126). Dès les années 1970, les délégations de Sofia et de Skopje entrent dans une compétition « commémorative » : les uns essaient de devancer les autres devant le tombeau de saint Constantin-Cyrille à Rome (p. 151).
- 4 Si le respect de l'ordre chronologique satisfait les exigences d'une approche historiographique, il ne permet pas pour autant à l'auteur de montrer l'évolution de certains débats, qui se trouvent noyés dans une masse d'informations. Les trois premiers chapitres examinent chacun une ou deux décennies. Ainsi, le premier et le second recensement bulgare sont traités dans le chapitre 1 ; le troisième recensement de 1965 dans le chapitre 2 ; enfin, le quatrième recensement de 1975 (effaçant l'existence d'une minorité macédonienne et d'une minorité turque) dans le chapitre 3. Le lecteur se trouve souvent désarmé devant une profusion de détails mal organisés. Même chose pour les débats autour des nations dans les Balkans qui se sont formées relativement tard, créant ainsi des clivages entre Bulgares et Macédoniens, Serbes et Monténégrins (p. 133) : l'évolution du débat et ses grandes lignes ne sont pas présentées de manière claire, mais éparpillées au fil des différents chapitres.
- 5 Le chapitre 4, intitulé « La construction de la “vérité historique” : les historiens et les linguistes dans le différend bulgare-macédonien », instaure une rupture avec l'ordre chronologique. Le chapitre critique « le positivisme épistémologique naïf » des historiens bulgares qui cherchent des « faits réels » contre les « falsifications de Skopje » (p. 195). La discussion autour de la « disparition » statistique des « Macédoniens » en Bulgarie est reprise dans le chapitre 5 (p. 220-228) — chapitre qui examine les stratégies d'homogénéisation nationale en Bulgarie communiste. Le recensement de 1985 et celui de 1992 (qui prévoit des cases pour les « Bulgares », les « Turcs » et les « Tziganes », mais pas pour les Macédoniens, qui tombent apparemment sous la rubrique « Autres ») y sont discutés. Par la suite, Marinov examine les tentatives des jeunes du département de Blagoevgrad et d'une partie de l'intelligentsia de « réveiller » la population locale afin de créer une Macédoine « unifiée » : les graffiti sur les murs, les chansons populaires, le football et la diffusion de tracts anonymes. Ces quelques pages permettent une approche « par le bas », qui nous fait sortir du cadre diplomatique et institutionnel qui domine le reste du livre. Selon les fonctionnaires du Parti, le nationalisme constitue la conséquence d'un échec social ; en même temps, « la revendication d'une identité autre que bulgare entraînait l'échec » (p. 241). Marinov

analyse également le sous-développement du Pirin, qui avait un « statut colonial » selon Skopje (pp. 245-246).

- 6 Le chapitre 6 montre la « mondialisation » de ce conflit et le rôle joué par les diasporas macédoniennes. Y sont examinés la guerre civile grecque et le départ d'émigrés politiques qu'elle a provoqué, mais aussi la compétition entre la Bulgarie et la Yougoslavie, qui essaient de conquérir la loyauté de ces réfugiés. À Melbourne, l'établissement de la toute première « Église macédonienne orthodoxe autocéphale » en 1959 (p. 284) crée une « division identitaire grave au sein de la diaspora en Australie » (p. 288). Étant donné que l'archevêché d'Ohrid n'a été proclamé autocéphale qu'en 1967, grâce à l'appui des autorités titistes, cette initiative révèle le rôle pionnier que la diaspora a joué, même au niveau ecclésiastique. Il est dommage que cette piste ne soit pas suivie de manière plus approfondie. Marinov s'intéresse ensuite à la coopération étonnante entre les institutions propagandistes de l'État bulgare et l'Organisation patriotique macédonienne (MPO), une organisation anti-communiste fondée en 1922 et basée aux États-Unis et au Canada. La MPO demande la création d'une « Macédoine libre et indépendante » sous la protection de l'ONU, qui serait « bulgare sur le plan ethnique ». Le fait que cette organisation revendique « non seulement l'« autodétermination » de la Macédoine yougoslave et de la Macédoine grecque, mais aussi la sécession de la région du Pirin » (p.303) pose bien évidemment problème aux autorités bulgares.
- 7 Le chapitre 7 examine l'évolution de ce conflit après la chute des régimes communistes : la proclamation de l'indépendance de la République de Macédoine en 1991, la reconnaissance de ce nouveau statut par la Bulgarie quelques mois plus tard (premier État à prendre cette décision), mais aussi la controverse linguistique en ce qui concerne la présence ou non d'interprètes lors des réunions officielles entre Bulgares et Macédoniens (des questions similaires étant déjà posées dans le chapitre 3 pour les années 1970). En février 1999, « Sofia reconnaît officiellement la langue macédonienne » et le 24 mai 1999, « les deux Premiers ministres commémorent ensemble le créateur de l'alphabet slave, saint Constantin-Cyrille, devant son tombeau dans la basilique San Clemente à Rome » (p. 321). La discussion autour du passage de la « yougonostalgie » à l'« antiquisation » est particulièrement intéressante. Pour la République de Macédoine, l'indépendance constitue plus une « continuation logique » de l'époque précédente que son effacement, puisqu'à « la différence des cas slovène, serbe ou croate, la construction définitive de l'identité nationale macédonienne, telle qu'elle existe aujourd'hui, coïncide avec la construction communiste yougoslave » (pp. 341-342). La tendance antiquisante de la diaspora macédonienne, sous l'influence de laquelle on a construit un monument dédié à Alexandre-le-Grand au centre de Skopje au lieu d'un monument en l'honneur de Tito, comme c'était initialement prévu, permet à la République de sortir du cadre yougoslave (et communiste).
- 8 Si l'organisation de ce riche matériel (basé pour une grande partie sur une recherche dans les archives) laisse à désirer, le livre constitue néanmoins une source d'informations précieuse, qui nous permet de mieux comprendre tant la période communiste que les évolutions actuelles.

AUTEURS

KATERINA SERAÏDARI